Ce document a été mis en ligne par l'organisme FormaV®.

Toute reproduction, représentation ou diffusion, même partielle, sans autorisation préalable, est strictement interdite.

Pour consulter tous nos sujets d'annales et corrigés du Bac Général LLCER + SES, veuillez visiter :
bac-llcer-ses.fr/annales-sujets-et-corriges

DISSERTATION S'APPUYANT SUR UN DOSSIER DOCUMENTAIRE

PROPOSITION DE CORRIGÉ

Sujet : Peut-on expliquer l'engagement politique seulement par des variables sociodémographiques ?

Programme officiel :
Sociologie et science politique

Questionnement	Objectifs d'apprentissage
Comment expliquer l'engagement politique dans les sociétés démocratiques ?	- Comprendre pourquoi, malgré le paradoxe de l'action collective, les individus s'engagent (incitations sélectives, rétributions symboliques, structure des opportunités politiques). - Comprendre que l'engagement politique dépend notamment de variables sociodémographiques (catégorie socioprofessionnelle, diplôme, âge et génération, sexe).

Exploitation possible des documents :

Document 1	- Présente les indemnités de fonction maximales des maires et adjoints. - Les maires des plus grandes agglomérations ont des indemnités 5,7 fois supérieures à celles des maires des communes de moins de 500 habitants. - Les indemnités de fonction peuvent constituer une incitation forte à l'engagement politique.
Document 2	- Mise en évidence des écarts de participation selon l'âge, la PCS et le niveau d'études - Aux élections présidentielles et législatives de 2007, 2012 et 2017 : les électeurs jeunes s'abstiennent davantage que les plus âgés - Les personnes issues de la PCS « ouvriers » s'abstiennent davantage que les cadres. - Les titulaires d'un baccalauréat s'abstiennent davantage que les diplômés d'études supérieures.
Document 3	- Présente l'évolution de la part des femmes parmi les députés de 1958 à 2017. - De 1958 à 1993 la part des femmes parmi les députés est très en dessous des 10%. - Cette part progresse fortement de 1993 à 2017 et atteint 38% en 2017. Les femmes restent donc sous-représentées à l'Assemblée Nationale. - Le sexe est donc un critère pouvant expliquer l'engagement politique. - La loi de l'an 2000 sur la parité a favorisé ce rattrapage dans la représentation des femmes.
Document 4	- Les trois médailles d'État : la légion d'honneur, la médaille du mérite et celle de la jeunesse et des sports sont des rétributions symboliques importantes. - Montre l'importance de la rétribution symbolique comme moteur de l'engagement politique.

Problématique possible :
L'engagement politique s'explique-t-il uniquement par des variables sociodémographiques ?

Proposition de plan détaillé :

I. **Les variables sociodémographiques sont des éléments explicatifs de l'engagement politique**	**II. D'autres éléments d'explication sont aussi pertinents**
A) L'âge est une variable sociodémographique importante du vote • L'abstention ou la participation dépendent fortement de cette variable (voir doc. 2) • L'orientation droite / gauche est aussi déterminée en partie par cette variable.	A) Les dédommagements financiers et les rétributions symboliques encouragent l'engagement politique • les dédommagements financiers des fonctions électives peuvent expliquer l'engagement politique (Doc. 1) • les rétributions symboliques comme les médailles sont aussi une explication pertinente (voir doc. 4)
B) Le niveau d'études, et la PCS sont d'autres variables lourdes du vote • L'abstention ou la participation dépendent fortement de ces variables (voir doc. 2) • L'orientation droite / gauche est aussi déterminée en partie par ces variables sociodémographiques.	B) Les incitations sélectives encouragent également l'engagement politique • L'engagement politique dans des actions collectives peut aussi être associé à des gains individuels matériels. • Par exemple au sein d'un parti politique, il est possible de bénéficier d'une rémunération.
C) Le sexe est aussi déterminant dans l'engagement dans des fonctions électives • Historiquement, les femmes se présentent plus rarement aux élections et sont moins élues que les hommes (voir doc. 3) • La loi sur la parité (an 2000) a fait évoluer leur poids dans la représentation nationale	C) La structure des opportunités politiques. • L'environnement politique au sens large peut parfois favoriser l'engagement politique ou, au contraire, le rendre plus difficile. • Par exemple, la loi de juin 2000 sur la parité a facilité l'accès des femmes à des postes électifs et leur a permis de réduire l'écart avec les hommes (voir doc. 3)

Le corrigé proposé fournit des indications à destination des commissions académiques d'entente et d'harmonisation, mais il ne doit pas être considéré comme une norme

ÉPREUVE COMPOSÉE A

PROPOSITION DE CORRIGÉ

Première partie **: Mobilisation des connaissances (*4 points*)**
Économie : Quels sont les sources et les défis de la croissance économique ?

Question : À l'aide d'un exemple, vous montrerez que la croissance économique se heurte à des limites écologiques.

Réponse possible :

La croissance économique soutenable se heurte à des limites écologiques. En effet, la croissance économique génère des externalités négatives sur l'environnement, qui sont des effets négatifs produits par l'activité économique, et qui se traduisent par une détérioration du bien-être collectif sans compensation monétaire. Il peut s'agir par exemple, de l'épuisement des ressources naturelles fossiles (gaz, charbon, pétrole) ou non fossiles (ressources halieutiques, aquatiques ou forestières dans certains territoires), dont la surexploitation et l'utilisation intensive, sont liées à l'activité économique (la production et la consommation), et qui entraîne des gaz à effet de serre, responsables des dérèglements climatiques (réchauffement climatique, vagues de sécheresse, inondations). Ces limites écologiques nécessitent donc de trouver des solutions alternatives et durables, comme les énergies renouvelables (éolien, photovoltaïque, hydraulique).

Deuxième partie : **Étude d'un document *(6 points)***

Question 1 : À l'aide des données du document, vous comparerez l'évolution du taux de chômage des personnes possédant un diplôme supérieur à bac plus 2 avec celle de l'ensemble des personnes entre 1987 et 2017.

Réponse possible :

- Le taux de chômage de l'ensemble des individus a varié entre 1987 et 2017, passant par un maximum de 11% en 1994 et un minimum de 7,5% en 2009, pour atteindre 9,5% en 2017.

- Le taux de chômage des personnes possédant un diplôme supérieur à bac plus 2 a connu des variations similaires à celui de l'ensemble des personnes, mais à un niveau beaucoup plus faible : il est passé par un minimum de 3,5% en 1991 et un maximum de 7,5% en 1997, pour atteindre 5% en 2017. Le taux de chômage des diplômés supérieur à bac plus 2 est donc toujours inférieur de 2 à 4 points de pourcentage à celui de l'ensemble des individus.

Question 2 : À l'aide des données du document et de vos connaissances, vous montrerez en quoi les inadéquations des qualifications peuvent expliquer le chômage structurel.

Réponse possible :

- Le fait que le taux de chômage des diplômés supérieur de niveau supérieur à bac plus 2 est toujours inférieur de 2 à 4 points de pourcentage à celui de l'ensemble des individus, et que celui des individus sans aucun diplôme est supérieur de 2 à 9 points à l'ensemble, montre qu'un faible niveau ou une absence de qualification expose davantage au chômage. Ce phénomène peut résulter d'une inadéquation entre l'offre et la demande de travail : si les postes proposés par les entreprises nécessitent des compétences élevées, alors les candidats dépourvus de qualification ne peuvent pas les occuper. Dès lors, les moins qualifiés restent au chômage quand les plus qualifiés trouvent un emploi.

Troisième partie : **Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire** (10 points)

Sujet : À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que le commerce international a des effets sur les inégalités.

Programme officiel :
Science économique

Questionnement	Objectifs d'apprentissage
Quels sont les fondements du commerce international et de l'internationalisation de la production ?	**-** Comprendre les effets induits par le commerce international : gains moyens en termes de baisse de prix, réduction des inégalités entre pays, accroissement des inégalités de revenus au sein de chaque pays ; comprendre les termes du débat entre libre-échange et protectionnisme.

Exploitation possible des documents :

Document 1	- Le commerce international provoque une baisse des inégalités entre les pays. - Le commerce international provoque une hausse des inégalités au sein des pays, en particulier au bénéfice des individus qualifiés.
Document 2	- Hausse des inégalités au sein des pays sur la période 1980-2015. -En Inde, en 1980, les 10% les plus aisés percevaient 31% du revenu national alors qu'en 2015, ils perçoivent 55,5% du revenu national.
Document 3	- Baisse des inégalités internationales. - L'indice de Theil baisse passant de presque 0,7 en 1978 à moins de 0,4 en 2014, ce qui atteste d'une réduction des inégalités entre les pays lorsque ce sont les inégalités internationales qui sont étudiées.

Raisonnement possible :

Le commerce international désigne les échanges de biens et services entre des pays différents alors que les inégalités font référence pour ce sujet aux inégalités économiques entre les pays et au sein des pays.

- Le commerce international favorise une baisse des inégalités entre les pays qui y participent. Cette baisse des inégalités entre les pays s'observe à l'échelle mondiale (Cf. documents 1 et 3). En effet, la participation au commerce mondial provoque une convergence des niveaux de vie. Ce phénomène s'explique par différents facteurs, un des facteurs essentiels étant celui lié à la croissance économique.
  Le commerce international est source de croissance économique via les effets positifs sur l'offre. Les producteurs bénéficient d'une baisse du prix des intrants mais aussi d'économies d'échelle et d'un phénomène d'extension des marchés.
  Le commerce international est également source de croissance économique via ses effets positifs sur la demande. Le commerce international permet une hausse du pouvoir d'achat des consommateurs grâce à des baisses de prix.
  L'augmentation des échanges internationaux et de la participation des pays aux échanges ont permis une réduction importante de la pauvreté dans le monde et une hausse du niveau de vie moyen.

- Le commerce international provoque une hausse des inégalités à l'intérieur des pays (documents 1 et 2).
  Au niveau des pays développés, l'évolution de la demande de travail non qualifié contribue à une baisse relative du niveau de rémunération des travailleurs non qualifiés et inversement pour les travailleurs qualifiés. L'évolution de la demande de travail qualifié et non qualifié s'explique par la spécialisation des pays développés (spécialisation dans des productions intensives en travail qualifié). Les spécialisations conduisent à augmenter les inégalités entre les travailleurs à l'intérieur des pays.
  En ce qui concerne les pays émergents, la hausse des inégalités internes s'explique davantage par une répartition inéquitable des gains du commerce international.

Le corrigé proposé fournit des indications à destination des commissions académiques d'entente et d'harmonisation, mais il ne doit pas être considéré comme une norme.

ÉPREUVE COMPOSÉE B
PROPOSITION DE CORRIGÉ

Première partie : **Mobilisation des connaissances**

Question : (4 points)
Sociologie et science politique: Quels sont les caractéristiques contemporaines et les facteurs de la mobilité sociale ?

Vous présenterez deux limites des tables de mobilité comme instrument de mesure de la mobilité sociale.

Réponse possible :

- Les tables de mobilité s'appuient sur la nomenclature des PCS qui n'établit pas de hiérarchie. Les catégories indépendantes sont très hétérogènes. Il n'est donc pas possible d'identifier une mobilité ascendante ou descendante. (Exemple : père agriculteur et fils ouvrier)
- Les tables de mobilité utilisent le niveau le plus agrégé de la classification en PCS, ce qui pose le problème de l'hétérogénéité à l'intérieur des catégories sociale. Cela rend difficile l'observation de la mobilité ou de la reproduction. Cela peut dans certains cas remettre en cause l'idée de reproduction sociale (ex : les différences entre ouvriers non qualifiés et qualifiés).
- Certaines professions connaissent une dévalorisation ou au contraire une revalorisation sociale. Par conséquent, le père et le fils peuvent exercer la même profession sans pour autant avoir le même statut social (ex : les fils d'instituteurs).
- Il est plus difficile de mesurer la mobilité sociale des femmes. La comparaison de la catégorie sociale de la fille avec celle de la mère se heurte parfois au problème de l'inactivité dans la génération de la mère.

Deuxième partie: **Étude d'un document *(6 points)***
Sociologie et science politique : Comment est structurée la société française actuelle ?

Question 1 : À l'aide des données du document, vous comparerez, les salaires nets mensuels des différentes catégories sociales (colonne « ensemble »). *(2 points)*

Dans l'ensemble, le salaire net moyen perçu en France est de 2238 euros mais de nets écarts sont perceptibles selon la catégorie sociale. Ce sont les cadres qui perçoivent le salaire le plus élevé, soit 4060 euros mensuel en moyenne, puis les professions intermédiaires, alors que les employés ont le salaire le moins élevé (1681 euros). Les ouvriers gagnent 2239 euros de moins que les cadres ce qui représente 59 % de moins. Les écarts entre ouvriers et employés sont faibles (91 euros) mais en faveur des ouvriers.

Question 2 : À l'aide des données du document et de vos connaissances, vous montrerez que le sexe est un facteur de structuration de l'espace social. *(4 points)*

Comme d'autres facteurs, le sexe contribue à définir la place occupée par les individus dans un espace social hiérarchisé.

Les femmes sont confrontées à des difficultés pour s'élever dans la hiérarchie sociale. La probabilité statistique pour une femme d'être cadre est plus faible que celle d'un homme. Ainsi, au sein de l'entreprise, à niveau de qualification équivalent, celles-ci occupent moins souvent des postes à fortes responsabilités. Les femmes sont plus fréquemment confrontées au temps partiel subi, à la pauvreté ou la précarité, que les hommes.

Les femmes ont en outre des salaires nets mensuels moins élevés pour le même temps de travail quelle que soit la catégorie sociale. Dans l'ensemble, le salaire net mensuel des hommes est de 2431 euros contre 1968 euros pour les femmes, soit un écart de 19 % en faveur des hommes. Cet écart est plus élevé parmi les cadres supérieurs (puisque les femmes perçoivent un salaire net mensuel inférieur de 21 % à celui des hommes cadres) mais moins élevé au sein de la catégorie « employés » (8 % en faveur de hommes).

Les représentations associées au sexe continuent à avoir un effet sur la place occupée par les femmes sur le marché du travail, sur la répartition du travail domestique, les parcours scolaires empruntés et l'accès aux positions de pouvoir. Malgré une réussite scolaire généralement meilleure que celle des garçons en lien avec la socialisation genrée, les filles s'orientent plus fréquemment vers des filières moins valorisées socialement que les garçons, ce qui a des conséquences sur le devenir professionnel et la place occupée dans l'espace social.

Troisième partie : **Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire (10 points)**

Sujet : À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez comment les différents instruments à disposition des pouvoirs publics peuvent permettre de faire face au changement climatique.

Programme officiel :
Regards croisés

Questionnement	Objectifs d'apprentissage
Quelle action publique pour l'environnement ?	Connaître les principaux instruments dont disposent les pouvoirs publics pour faire face aux externalités négatives sur l'environnement : réglementation, marchés de quotas d'émission, taxation, subvention à l'innovation verte ; comprendre que ces différents instruments présentent des avantages et des limites, et que leur mise en œuvre peut se heurter à des dysfonctionnements de l'action publique.

Exploitation possible des documents :

Document 1	Le document évoque plusieurs instruments utilisés afin de limiter les émissions de GES liées au secteur des transports. Il évoque ainsi la réglementation européenne imposant aux constructeurs automobiles des normes en matière d'émissions de CO_2 (les émissions moyennes des voitures neuves devront passer de 120g de CO_2 par km à 95g en 2021). Cette réglementation est assortie d'une amende de 95 euros par gramme de CO_2 excédentaire par voiture vendue. Le document évoque également les incitations au développement de la mobilité électrique mises en place en Norvège, notamment au travers d'exonérations de taxes. Enfin, il est évoqué la réglementation londonienne instaurant des zones réservées aux véhicules à très faibles émissions.
Document 2	Le document met en évidence les effets positifs de la taxation sur les émissions de CO_2. En effet, en 2018, une taxe carbone s'élevant à 45 euros par tonne de CO_2 entraîne une diminution de 5 % des émissions de CO_2. Parallèlement, l'augmentation de la taxe est sans effet négatif sur l'emploi, puisque lorsque la taxe s'élève à 45 euros la tonne de CO_2, l'emploi total progresse de presque 1 %.
Document 3	Le document 3 met en évidence une forte augmentation du cours auquel se négocient les permis d'émission de CO_2, puisque celui-ci passe de 7 euros en 2013 à 27 euros en 2019. La forte hausse qui s'est produite en 2018 s'explique notamment par des ajustements mis en place dans le fonctionnement du marché de quotas, qui ont entraîné la réduction de l'offre de quotas sur le marché.

Raisonnement possible :

Les pouvoirs publics disposent de plusieurs outils afin de mettre en place une politique climatique visant à lutter contre le réchauffement climatique. Ils peuvent ainsi mettre en place des réglementations, une taxation des émissions de CO_2, des subventions ou encore un marché de quotas d'émissions de CO_2. Ces différents outils présentent tous des avantages, qui en font des outils efficaces.

- La réglementation consiste notamment en l'instauration de normes imposées par les pouvoirs publics qui fixent les limites d'émissions de polluants que les agents peuvent émettre, sous peine de sanctions. C'est notamment le cas des normes en matière d'émissions de CO_2 des véhicules neufs mises en place par l'Union européenne (document 1). La réglementation peut également passer par des interdictions de circulation pour certains véhicules (document 1). Elle a l'avantage d'être facile à mettre en œuvre et sans coût. Elle est également particulièrement efficace face aux pollutions les plus dangereuses, dont elle permet d'envisager l'interdiction.
- La taxation fonctionne selon le principe du « pollueur-payeur » et permet donc l'internalisation des externalités négatives. Ainsi la mise en place d'une taxe carbone permet d'augmenter le coût des productions responsables des émissions de CO_2 et donc d'inciter les entreprises à réduire leurs externalités négatives, notamment en innovant. La taxation a également comme avantage

de permettre aux pouvoirs publics de récolter des recettes publiques, permettant notamment de compenser les dommages causés par la pollution. Elle se révèle efficace en matière de réduction des émissions de CO_2 et sans effet négatif sur l'emploi total, puisque les destructions d'emplois dans les secteurs les plus polluants sont plus que compensées par des créations d'emplois dans les secteurs plus économes en énergie (document 2).

- La subvention permet par ailleurs d'encourager les externalités positives, en récompensant les agents adoptant des comportements vertueux. On peut ainsi subventionner les entreprises qui investissent dans des innovations vertes. Les pouvoirs publics peuvent également encourager les comportements vertueux en exonérant par exemple de taxes l'achat de voitures électriques (document 1).
- Enfin, la mise en place d'un marché de quotas d'émissions de CO_2 tel qu'il existe dans l'Union européenne depuis 2005 peut également se révéler efficace. En effet, les pouvoirs publics fixent l'offre de quotas attribués aux entreprises et la réduisent régulièrement, imposant donc aux entreprises de modifier leur comportement. Mais ces quotas peuvent ensuite s'échanger sur le marché, à un prix fixé par la loi de l'offre et de la demande (document 3). Ainsi les entreprises, qui émettent le plus de CO_2, sont incitées à racheter des droits à polluer et les entreprises les plus vertueuses peuvent revendre leurs droits, étant ainsi récompensées pour leurs efforts.

Le corrigé proposé fournit des indications à destination des commissions académiques d'entente et d'harmonisation, mais il ne doit pas être considéré comme une norme.

Copyright © 2027 FormaV®. Tous droits réservés.

FormaV® est une marque déposée auprès de l'INPI sous le numéro 5227897.

Ce document a été élaboré par FormaV® avec le plus grand soin afin d'accompagner chaque apprenant vers la réussite de ses examens. Son contenu (textes, graphiques, méthodologies, tableaux, exercices, concepts, mises en forme) constitue une œuvre protégée par le droit d'auteur.

Toute copie, partage, reproduction, diffusion ou mise à disposition, même partielle, gratuite ou payante, est strictement interdite sans accord préalable et écrit de FormaV®, conformément aux articles L.111-1 et suivants du Code de la propriété intellectuelle. Dans une logique anti-plagiat, FormaV® se réserve le droit de vérifier toute utilisation illicite, y compris sur les plateformes en ligne ou sites tiers.

En utilisant ce document, vous vous engagez à respecter ces règles et à préserver l'intégrité du travail fourni. La consultation de ce document est strictement personnelle.

Merci de respecter le travail accompli afin de permettre la création continue de ressources pédagogiques fiables et accessibles.